

IRENA STAWOWY-KAWKA

## L'EUROPE DU SUD-EST DANS LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU TROISIÈME REICH (1933-1939)

### I.

Sur les relations économiques entre le Troisième Reich et les pays de l'Europe du Sud-Est il existe parmi les historiens une quasi-unanimité: à la veille de la guerre tous ces pays constituaient pour le Reich une base d'alimentation et de matières premières.

Cette thèse s'est trouvée reflétée par les théories et mots-d'ordre que les économistes allemands prônaient à l'époque de l'entre-deux guerres. Depuis les temps de la grande crise on pouvait observer en Allemagne un retour aux idées de l'organisation de l'Europe, idées lancées tout d'abord avant 1914 par F. List et W. Rathenau, puis développées en 1916 par F. Naumann. A partir de 1930 la conception de la *Mittleuropa* apparaissait de plus en plus fréquemment sous l'appellation "*Grossraumwirtschaft*" dans les milieux du national-socialisme. Depuis 1933 cette théorie est devenue le principe auquel faisaient référence plus ou moins souvent tous les économistes. Selon leurs conceptions, le bassin du Danube devait jouer un rôle important de partenaire économique du Reich. A l'époque qui précédait le début de la guerre, sont apparus de nombreuses études sur ce sujet. Les principaux auteurs et théoriciens de la doctrine "*Grossraumwirtschaft*" étaient: Werner Daitz, Friedrich Bülow, Bruno Krasewether, Andreas Predöhl et d'autres. Ils présentaient les objectifs, les principes de fonctionnement ainsi que les formes de réalisation de "*Grossraumwirtschaft*".

W. Daitz<sup>1</sup>, expert et théoricien national dans le Département de la politique étrangère du parti NSDAP d'A. Rosenberg (Aussenpolitisches Amt der NSDAP), a pris la parole publiquement pour la première fois déjà en 1932. Il proposait la création d'un "grand espace économique" à l'échelle du continent européen, et qui, de même que le mot-d'ordre "L'Europe pour les

1. W. Daitz, *Der Weg zur Volkswirtschaft, Grossraumwirtschaft und Grossraumpolitik*, Dresden 1943, p. 10, 94.

Européens”, était l’un des éléments essentiels de l’idéologie du national-socialisme. Ce grand espace économique devait s’étendre du Gibraltar jusqu’à l’Oural et du Nordcap jusqu’aux confins nord de l’Afrique.

Dans les conceptions du “grand espace économique” ses auteurs mettaient l’accent sur le postulat d’autarcie économique, c’est-à-dire d’une autosuffisance totale dans le domaine des matières premières et de la production, ce qui apparaissait comme indispensable surtout dans les conditions d’un conflit et d’un blocus qui lors de la guerre précédente avaient entraîné pour le Reich des conséquences désastreuses. Les partisans de l’autarcie prônaient la nécessité de créer un “grand espace économique” qui aurait englobé l’Europe Centrale et l’Europe du Sud-Est. Dans cette zone domineraient les intérêts allemands, et l’industrie allemande en échange de ses produits pourrait puiser dans ces pays moins développés sur le plan industriel les matières premières dont l’Allemagne aurait besoin pour la production.

La question que nous voudrions poser est celle de savoir quels étaient les résultats des projets allemands ainsi dessinés?

La plupart des historiens qui étudient les relations en Allemagne nazie et en Europe du Sud-Est estimaient que l’Allemagne exploitait sa supériorité économique par rapport aux pays moins industrialisés, en leur imposant ses conditions. Ces analyses sont apparues déjà au début des années quarante et ont influencé par la suite les opinions des chercheurs dans ce domaine<sup>2</sup>. Les échanges économiques croissants étaient souvent interprétés comme la première étape de la création de l’autarcique “Grossraumwirtschaft”. Cependant, comme le soulignait W. Treue<sup>3</sup>, dans les efforts persistants des Allemands il ne s’agissait pas de créer les possibilités d’accroître seulement le commerce des céréales mais d’introduire des changements essentiels qui influenceraient la totalité de l’économie nationale de certains pays de l’Europe du Sud-Est. Comme objectif on a adopté une telle transformation de l’économie de l’Europe du Sud-Est qu’il soit possible de l’intégrer au plan économique allemand de sorte à ce que l’industrie des pays balkaniques apte à exploiter devienne une base économique-alimentaire avec un faible niveau de vie. C’est pourquoi H. E. Volkmann<sup>4</sup> en soutenant la thèse que dans le

2. H. S. Ellis, *Exchange Control in Central Europe*, Cambridge/Massachusetts 1941.

3. W. Treue, “Das Dritte Reich und die Westmächte auf dem Balkan. Zur Struktur der Aussenhandelspolitik Deutschlands, Grossbritaniens und Frankreichs 1933-1939”, dans *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, 1953, p. 54.

4. H. E. Volkmann, “Aussenhandel und Aufrüstung in Deutschland 1933, bis 1939”, dans F. Forstmeier, H. E. Volkmann, Ed., *Wirtschaft und Rüstung am Vorabend des Zweiten Weltkrieges*, Düsseldorf 1975, p. 110.

Troisième Reich le commerce extérieur traduisait la lutte pour acquérir le pouvoir politique et économique a présenté "Grossraumwirtschaft" en tant que moyen qui aurait pu assurer une plus grande sécurité stratégique lors de la prochaine guerre. Cette opinion est aussi partagée par J. Niehans<sup>5</sup> qui avait formulé la thèse d'après laquelle tout le commerce et les arguments conjoncturels soutenant l'autosuffisance n'étaient qu'un prétexte de second ordre par rapport aux "fondements économiques et militaires de l'autarcie".

Certains des historiens allemands attiraient l'attention sur d'autres aspects de la dépendance qui subsistait entre les pays de l'Europe du Sud-Est et l'Allemagne. H. J. Schröder<sup>6</sup> soulignait que la dépendance économique de ces pays envers l'Allemagne a entraîné une dépendance politique et déjà dans la seconde moitié des années trente on pouvait considérer les pays de cette région comme un "Empire Informel" du Troisième Reich. Le même point de vue était présenté par K. Olshausen<sup>7</sup> qui soulignait l'importance des dépendances non seulement d'ordre économique mais aussi politique. Effectivement, la mise à l'écart des puissances occidentales dans cette région, ainsi que l'expansion économique de l'Allemagne avait provoqué une dépendance économique et aussi politique. Un historien yougoslave, S. Dimitrijević<sup>8</sup> estimait que la Yougoslavie, et cela depuis 1936, avait le status d'une semi-colonie, et cette dépendance ne faisait que s'accroître à la veille de la guerre par le fait des importations croissantes des matières premières de la part de l'Allemagne. E. Campus<sup>9</sup> disait que: "à l'époque de automne-hiver 1939/1940 il est devenu évident que la Roumanie fasciste était considérée comme une zone attachée au Reich car en réalité les Allemands l'exploitaient selon leurs objectifs en utilisant au plus haut degré leur supériorité".

De plus en plus souvent apparaissaient toutefois des opinions différentes. A. S. Milward<sup>10</sup> tout en étant d'accord avec la thèse que le caractère bilatéral

5. J. Niehans, *Der Gedanke der Autarkie im Merkantilismus von einst und Neomerkantilismus von gestern*, Zürich 1945, p. 125.

6. H. J. Schröder, "Südosteuropa als "Informal Empire" Deutschlands 1933-1939. Das Beispiel Jugoslawiens", dans *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, t. 23, 1975, p. 92.

7. K. Olshausen, "Die deutsche Balkanpolitik 1940-1941", dans *Hitler, Deutschland und die Mächte, Materialien zur Aussenpolitik des Dritten Reiches*, Ed. M. Funke, Düsseldorf 1976, p. 708.

8. S. Dimitrijević, *Das ausländische Kapital in Jugoslawien vor dem Zweiten Weltkrieg*, Berlin 1963, p. 307.

9. E. Campus, "Die hitlerfaschistische Infiltration Rumäniens 1939-1940", *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, Heft 2, 1957, p. 226.

10. A. S. Milward, "The Reichsmark Block and the International Economy", dans G.

des relations commerciales avec l'étranger constituait un pas vers la création de l'autarcie dans le cadre de "Grossraumwirtschaft", indiquait que l'exploitation des pays du Sud-Est de l'Europe par les Allemands n'avait pas eu lieu. Selon lui, ce sont justement ces pays qui en utilisant le mouvement commercial bilatéral se sont vu ouvrir des marchés de vente de leurs matières premières. Qui plus est, ces relations ont permis à des pays faiblement développés et principalement agricoles de créer grâce à l'exportation les conditions nécessaires à l'industrialisation et à la croissance économique. De même, J. Wuescht<sup>11</sup> soulignait que le "profond rattachement économique" des deux pays (l'Allemagne et la Yougoslavie... I. S-K), dans les moments décisifs de l'histoire de la Yougoslavie n'avait pas entravé sa souveraine liberté économique. Comme preuve de cet état des choses l'auteur cite le coup d'Etat à Belgrade le 27 mars 1941.

Ces divergences dans les opinions ont fait que les historiens ont de nouveau abordé ce problème. Dans le présent article nous ne présenterons qu'un seul aspect de la totalité des relations réciproques entre le Troisième Reich et les pays de l'Europe du Sud-Est, à savoir l'aspect des relations commerciales.

## II.

Comme base à la création des conceptions allemandes servaient les accords commerciaux bilatéraux qui comportaient des décisions sur les échanges des produits, les transactions commerciales et sur les questions douanières. Parmi les décisions les plus favorables pour l'Allemagne il faut citer l'organisation des échanges commerciaux entre ces pays sur la base des accords de clearing bilatéraux. Ces accords permettaient des échanges commerciaux avec l'omission des règlements en devises. L'adoption des règlements bilatéraux était nécessaire car le mouvement des produits était défini régulièrement, dans un court laps de temps et se reportait aux accords particuliers entre les pays-partenaires. Comme le démontrent les analyses récentes, dans ces accords l'Allemagne avait introduit les objectifs de sa politique du national-socialisme.

Le premier accord de ce type l'Allemagne l'avait signé le 21 février 1934 avec la Hongrie. Par la suite, cet accord est devenu le modèle des accords

Hirschfeld, L. Kettenacker, Ed., *Der "Führerstaat": Mythos und Realität, Studien zur Struktur und Politik des Dritten Reiches*, Stuttgart 1981, p. 377-413.

11. J. Wuescht, *Jugoslawien und das Dritte Reich, Eine dokumentierte Geschichte der deutsch-jugoslawischen Beziehungen von 1933-1945*, Stuttgart 1969, p. 104.

signés par l'Allemagne en vue de la réalisation du programme de création d'un grand espace économique. Les journaux allemands informaient abondamment sur le rôle et l'importance de ces événements. "Berliner Börsenzeitung"<sup>12</sup> avait même utilisé le terme d'accord pionnier et soulignait l'instauration d'un nouveau mode de coopération entre le Troisième Reich et les pays agricoles de l'Europe du Sud-Est. L'accord en question n'était pas seulement important pour son caractère de contingent et de clearing, mais aussi en raison des avantages dans le domaine des céréales et l'introduction des tarifs douaniers de 1931, lesquels ne pouvaient pas être introduits jusqu'alors<sup>13</sup>. Pour que la réalisation de cet accord soit meilleure on a créé une commission mixte que devait régler toutes les questions litigieuses.

En 1934 et 1935 le Troisième Reich a signé des accords commerciaux bilatéraux avec tous les pays de cette région sur les mêmes principes.

L'Allemagne désirait élargir autant que possible les échanges commerciaux avec l'Europe du Sud-Est. Une quantité restreinte de devises obligeait l'Allemagne à créer des liens très forts avec les pays agricoles et disposants de matières premières. Le programme des armements lié au manque de devises poussait l'Allemagne à une expansion économique. Cette situation s'est nettement améliorée en faveur de l'Allemagne en octobre 1935 à la suite de la décision de la Société des Nations imposant des sanctions économiques contre l'Italie. Les pays-membres de la S.d.N. pouvaient exporter en Italie entre autres les minéraux considérés comme stratégiques. Les pays de l'Europe du Sud-Est ont alors cessé de fournir ces matières. Seule la Hongrie qui avait signé les Accords de Rome ne participait pas à ce boycott, mais bien au contraire, a profité de l'occasion pour créer des liens économiques encore plus proches avec l'Italie. Une nouvelle reconquête des marchés de l'Europe du Sud-Est par l'Italie en 1936, c'est à dire après la levée des sanctions, s'était avérée impossible.

L'un des facteurs qui facilitaient la percée commerciale de l'Allemagne était le peu d'intérêt pour ces pays en tant que partenaires commerciaux, que portaient la France et l'Angleterre. Dans le cas de la Yougoslavie, les avantages pour l'Allemagne ne sont apparus que lorsque l'Angleterre, à la suite des

12. "Berliner Börsenzeitung", n. 93, 24 février 1934.

13. Dans les accords signés le 27 juin et le 18 juillet 1931 avec la Roumanie et la Hongrie, le gouvernement du Reich a accordé des réductions des tarifs douaniers pour l'orge fourragère roumaine, et pour le maïs roumain de 50% ou de 40%, et les droits de douane pour le blé hongrois ont été baissés de 75%. Les accords préférentiels ne sont pas entrés en vigueur en raison des protestations des puissances mondiales.

accords signés auparavant, n'avait pas acheté les quantités prévues de matières, et lorsque la France ne manifestait guère d'intérêt pour les importations. C'est pour cela que les exportations vers l'Allemagne ont progressées de façon considérable en la seule année 1935-1936 de 96%<sup>14</sup>.

Le marché allemand, où la demande était très forte, était en mesure d'acheter tous les excédents de matières provenant des pays agricoles, mais en même temps voulait aussi éliminer de ces marchés tous les concurrents. Comme le remarque W. Treue: "Lorsque l'Angleterre, la France et la Tchécoslovaquie importaient de ces pays 25% des exportations de céréales, H. Schacht a proposé à la Yougoslavie que l'Allemagne prenne 60% de la production et à un prix de 30% supérieur aux prix mondiaux"<sup>15</sup>.

Un autre facteur qui a permis la croissance des importations allemandes était le taux de change du Mark que le Reich avait volontairement réhaussé par rapport aux devises des pays de l'Europe du Sud-Est. Les importateurs déterminaient leurs redevances dans le bureau national des comptes, en prenant en considération le taux de change des devises qui restait au niveau conforme aux accords antérieurs. Les Allemands maintenaient le taux élevé de leur monnaie, et cela indépendamment de la baisse de celle-ci à l'étranger, ce que nous démontrent les cotes du Mark aux bourses étrangères<sup>16</sup>. Les accords basés sur le clearing permettaient à l'exportateur de l'Europe du Sud-Est d'obtenir certains avantages, car il pouvait ainsi vendre ses produits à un prix plus élevé que dans un pays de libre-change. Ainsi, le prix du blé en 1936 sur le marché anglais était de environ 6 livres sterling pour une tonne, et sur le marché allemand elle valait 189 marks. Si nous calculons le prix du blé en Angleterre d'après le taux de change qui était adopté ce jour-là à la bourse de Londres, nous obtiendrons le prix de 76,08 marks<sup>17</sup>. Cet écart des prix constituait une occasion et un attrait trop important pour les exportateurs et les agriculteurs des pays de l'Europe du Sud-Est pour que ceux-ci n'interviennent pas auprès de leurs gouvernements afin d'élargir les accords de clearing

14. Les Archives Archiwum Akt Nowych (AAN), Varsovie, Ambassade de Pologne à Berlin, t. 271. Rapport confidentiel du ministre à Belgrade, du 10 juin 1937.

15. W. Treue..., *op. cit.*, p. 54.

16. Le taux de change officiel du mark par rapport au cours paritaire adopté pour 100 était en 1929 de 99,97, en 1933 de 99,47, en 1934 de 98,56, alors que sur les marchés financiers étrangers ce cours se situait entre 60 et 70. *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich*, Berlin 1935, p. 212.

17. Le cours du mark allemand par rapport à la livre anglaise était en 1929 le suivant: 1 livre = 20,4 mark; en 1934: 1 livre = 12,68 mark. *Statistisches Jahrbuch ...*, 1935, p. 368.

avec l'Allemagne. Des avantages aussi importants faisaient que l'on renonçait au paiement en devises.

La totalité de la participation des pays de l'Europe du Sud-Est dans les importations allemandes s'est accrue de 5,6% en 1933 à 18,9% en 1939. Même en Grèce, pays dont les échanges commerciaux avec l'Allemagne étaient les plus faibles dans la totalité des échanges commerciaux avec l'étranger, les exportations vers l'Allemagne représentaient 27,5% de toutes les exportations en 1939, alors qu'en Bulgarie, en cette même année, les échanges avec l'Allemagne représentaient 67,8% des exportations<sup>18</sup>.

Pendant, d'après les accords de clearing, les exportateurs voulant vendre en Allemagne pouvaient être réglés à condition qu'en même temps des produits d'un montant déterminé seront importés d'Allemagne, et que les redevances seront versées dans la caisse financière autonome. C'est pour cela qu'il était indispensable de maintenir un niveau élevé des importations en provenance de l'Allemagne. Toutefois, aucun des accords commerciaux n'avait comporté la condition de l'équivalent. Ce problème devait être réglé séparément par les partenaires eux-mêmes. C'est pour cette raison que les pays de l'Europe du Sud-Est se sont trouvés en grandes difficultés.

Parmi les raisons de cet état des choses, l'un des facteurs principaux était le protectionnisme des pays de l'Europe du Sud-Est. Ce protectionnisme favorisait les exportations, et la politique d'industrialisation devait être réalisée avec une faible participation des importations. La production industrielle de la Bulgarie, de la Grèce, de la Yougoslavie, de la Roumanie et de la Hongrie au tournant des années 1934-1935 avait déjà atteint le niveau de 1928, et en 1937 la croissance a atteint 1/3<sup>19</sup>. Par exemple la Grèce en 1928 importait près de 42% des produits industriels de consommations de l'étranger. En 1937 la part de la production industrielle intérieure s'est élevée à 74% et seulement 26% des produits industriels nécessaires était importé<sup>20</sup>. La Yougoslavie avait décidé des limitations dans les importations en 1935. En juin 1935 le gouvernement roumain a imposé une surtaxe de 44% sur les importations, en mettant un obstacle aux produits allemands en faveur de la production industrielle nationale. Grâce aux décisions globales sur les importations et l'export prises le 25 avril 1936, les importateurs bulgares devaient réduire

18. A. S. Milward..., *op. cit.*, p. 404.

19. *Wochenbericht des Instituts für Konjunkturforschung*, Berlin, Jg. 11, n. 18, 1938, p. 145.

20. R. Schönfeld, "Zur Entstehung der deutschen "Clearingverschuldung" gegenüber Südosteuropa in der Weltwirtschaftskrise", dans *Südosteuropa in Entwicklungsprozess der Welt*, München-Wien 1979, p. 107.

leurs achats en moyenne de 50% par rapport aux années 1930-1932. Une bonne partie des sociétés d'importation a cessé d'exister, et pour chaque achat à l'étranger il était nécessaire d'obtenir l'accord de la Banque Nationale<sup>21</sup>.

### III.

La limitation des exportations allemandes vers les pays de l'Europe du Sud-Est avait aussi d'autres raisons. Les marchés en question n'étaient pas en mesure d'absorber les produits de l'industrie très performante du Troisième Reich. Les acheteurs privés préféraient des modèles de machines plus simples et moins chers produits dans d'autres pays. La production tchèque, italienne, autrichienne rivalisait avec les produits allemands qui étaient souvent de meilleure qualité mais aussi plus chers. De nombreux acheteurs pouvaient influencer leurs gouvernements et les autorités qui s'occupaient de l'export en les persuadant qu'il n'était pas nécessaire d'importer les produits allemands qui étaient plus chers. Souvent les acheteurs se plaignaient des délais de livraison et du choix limité que proposait l'Allemagne. L'offre allemande était limitée et souvent les Allemands ne proposaient qu'un seul genre de marchandise ou même laissaient la dette, c'est à dire ne payaient rien. Ainsi on forçait l'acheteur plus faible économiquement à acheter certains produits.

La presse anglaise commentait ce phénomène en ces termes: "Les Allemands vendent à l'Europe du Sud-Est seulement les produits qu'ils ne peuvent pas placer sur le marché mondial et les vendre pour devises"<sup>22</sup>.

D'une part l'augmentation rapide des exportations (surtout des produits alimentaires) en Allemagne, et de l'autre les difficultés d'importation ont amené bien vite l'augmentation de la solde dans le bilan commercial en faveur des pays de l'Europe du Sud-Est, ce qui pouvait constituer un élément défavorable pour les deux partenaires. De son côté le Troisième Reich craignait que lorsque les redevances de clearing augmenteraient d'une façon excessive, ces pays limiteraient leurs livraisons pour l'Allemagne. L'Allemagne ne pouvait pas remédier au manque de produits alimentaires et de matières premières en achetant ailleurs en échange de devises. C'est pourquoi le solde devait être maintenu à un certain niveau. Toutefois l'importance et l'envergure des

21. *Ibid.* Malgré le protectionnisme, en 1936 80% des importations des machines par la Bulgarie provenait du Troisième Reich; en Yougoslavie ces importations représentaient 50,4%, en Roumanie 35%, et en Hongrie 70%.

22. Germany's Trade Offensive, *The Economist*, CXXXIII, n. 4967, 5 novembre 1938, p. 262.

“endettements de clearing” de la part de l'Allemagne permet d'appeler le Troisième Reich “débiteur” des pays de l'Europe du Sud-Est.

La dette de la Banque Nationale de Bulgarie auprès de la Banque du Reich, c'est à dire de la Caisse Allemande de Balance, en janvier 1934 était de 200.000 marks, en janvier 1935 s'élevait à 4,8 millions, pour atteindre à la fin de la même année 17 millions de marks. Le solde de clearing en faveur de la Yougoslavie avait augmenté à la même période de 100.000 à 13,1 millions, et à la fin de l'année s'élevait à 23.3 millions de marks. Les plus grandes dettes allemandes étaient faites auprès de la Roumanie, et elles avaient progressé de 1 million à 14,3 million et ensuite jusqu'à 21,5 millions de marks. En Grèce, au profit de la Banque Nationale de Grèce on enregistrait une dette de 12,2 millions de marks au début de l'années 1934, en décembre 1935 de 25 millions pour atteindre en 1936 la somme de 38 millions de marks, ce qui représentait la dette allemande la plus importante envers ce pays<sup>23</sup>.

Déjà dans les années trente, dans la presse anglaise on pouvait lire que le gouvernement allemand envisage de mener une politique discriminatoire de contingentement et d'excédent, avec comme objectif, la subordination économique de ces pays et la volonté de rattacher cette région à l'Allemagne. Une question se pose alors: est-ce que les Allemands achetaient tous les produits en voulant réduire le déficit des produits alimentaires et des matières premières, en imposant par écrit les exportations afin de reporter les coûts de la militarisation de l'Allemagne sur l'Europe du Sud-Est par le non-règlement des dettes commerciales, ou bien le bilan commercial constituait un résultat innatendu de cette politique à laquelle il fallait adapter plus tard les activités d'exportation?

Comme l'écrivait dans son rapport le ministre de Pologne à Budapest Leon Orłowski: “Il est fort probable que les Allemands consciemment et volontairement ont permis la création de l'excédent. Si un phénomène analogue de la politique douanière pouvait être constaté dans d'autres pays, on pourrait parler d'une action allemande planifiée et qui se développerait sur l'ancien axe d'expansion”<sup>24</sup>.

La thèse selon laquelle H. Schacht a introduit le système “néo-colonial”, et le clearing entraînait petit à petit et systématiquement l'apparition d'un excédent des importations, ce qui créait la dépendance des pays de l'Europe

23. *Statistisches Jahrbuch...*, 1938, p. 282. Cf. H. Gross, *Südosteuropa. Bau und Entwicklung der Wirtschaft*, Leipzig 1937, p. 228.

24. AAN, Légation de Pologne à Budapest, t. 14. Rapport politique de L. Orłowski du 26 juin 1937.

du Sud-Est envers l'Allemagne, est une thèse très répandue dans les ouvrages contemporains. Comme l'avait remarqué fort pertinemment F. Perroux: "l'utilisation de la technique du clearing non équilibré constituait l'une des méthodes essentielles de l'expansion économique"<sup>25</sup>. Grâce aux dettes croissantes sur la balance, le Reich pouvait obtenir des crédits sans avoir à payer les intérêts. Tant que les redevances dans les mouvements internationaux étaient réglés bilatéralement, l'existence d'un excédent de paiement au profit des pays de l'Europe du Sud-Est était inévitable. La situation difficile des pays de cette région quant aux exportations, les demandes pressantes de l'Allemagne quant aux produits agricoles et aux matières premières, le protectionnisme des pays du Danube et l'intérêt faiblissant pour les exportations de l'industrie allemande ont créé des disproportions continues dans les échanges des produits et des marchandises.

Les Allemands non seulement ne payaient pas pour les produits achetés, mais en plus ils vendaient pour des devises les excédents des produits agricoles sur les marchés de Rotterdam et de Londres à des prix qui y étaient en vigueur, en faisant ainsi du dumping. Le blé, le tabac et beaucoup d'autres produits agricoles étaient d'abord achetés en échange de marchandises et en proposant des prix élevés afin d'éliminer les concurrents, puis ont revendu les excédents pour obtenir des devises. Cela provoquait les réactions de mécontentement de la part des pays de l'Europe du Sud-Est, car ainsi les prix de leurs produits se trouvaient abaissés, de sorte que la vente de ces mêmes produits pour leur propre compte devenait de plus en plus limitée.

Avec la reprise économique en 1936 la situation dans le domaine des exportations en Europe du Sud-Est s'est aggravée. Les propositions allemandes sur les marchés de cette région en comparaison avec les offres des autres pays n'étaient pas avantageuses. L'augmentation des échanges commerciaux avec la France et l'Angleterre au début de l'année 1937, et qui devait freiner le processus de dépendance envers le marché allemand, n'était pas favorable pour l'Allemagne. Ainsi, les Allemands devaient rendre leur offre plus intéressante. Le fait d'appliquer le taux de change variable pour le mark ce qui réduisait la dette et encourageait à acheter en Allemagne par la baisse de la valeur du mark, ou l'introduction de la ASKI — mark<sup>26</sup>, toutes ces actions

25. F. Perroux, "Entwurf einer Theorie der dominierenden Wirtschaft", *Zeitschrift für Nationalökonomie*, Heft 13, 1952, p. 24.

26. ASKI-marks étaient acceptés comme paiement pour les marchandises que les exportateurs obtenaient pour les produits envoyés en Allemagne. La réalisation des ASKI-marks en produits allemands survenait avec un important retard et même si la balance commerciale

ne pouvaient pas résoudre le problème. A cela devaient servir les services techniques et industriels ainsi que les livraisons d'armes.

En 1933 Hitler avait interdit les exportations des biens d'investissements vers les pays faiblement développés, en voyant dans ce type d'exportation les causes d'une surproduction industrielle qui entraîne la dépression. Mais la politique de l'Allemagne en Europe du Sud-Est n'était nullement entravée par des considérations idéologiques de ce genre.

Le 30 octobre 1935 a été créée la société *Ausfuhrergemeinschaft für Kriegsgerät* prévue pour les exportations des armements. Au début cette société était une succursale de *Reichsgruppe Industrie*. Elle se composait de 12 entreprises qui produisaient les armements et les uniformes. Jusqu'à la fin de 1937 la coopération de AGK s'est élargie à 88 entreprises. Son activité était contrôlée par le Ministère de l'Industrie et le Ministère des Affaires Etrangères du Reich. Plus tard, l'AGK recevait des instructions de la part de H. Göring qui était responsable de la réalisation du plan quadriennal. Jusqu'en 1938 la société était dirigée par E. Trendelenburg<sup>27</sup>.

Le 5 avril 1935 la cour royale à Sofia a entrepris des démarches auprès de la légation d'Allemagne pour obtenir des livraisons d'avions de combat et de matériel militaire destinés à l'armée bulgare<sup>28</sup>. Ces démarches ont débouché sur la signature d'un accord entre la Bulgarie et le Troisième Reich un an plus tard. Conformément à cet accord les Allemands ont accordé un crédit de 30 millions de marks pour 5 ans, destiné à l'achat de matériel militaire allemand. Le 13 mars 1938 les Bulgares ont obtenu un deuxième crédit pour l'achat d'armement, d'avions militaires et d'uniformes. Les paiements devaient s'étaler sur 8 ans avec la possibilité de prolonger ce délai jusqu'à 11 ans<sup>29</sup>.

Depuis la moitié de l'année 1935 avaient commencé à Budapest les négociations sur l'achat d'armes anti-chars et de chars pour la somme de 20 millions de marks. Cette transaction devait réduire les redevances de paiement de l'Allemagne auprès de la Hongrie.

En Grèce la politique de non-engagement ne favorisait pas une telle politique. Mais ici aussi on tentait de maintenir de bonnes relations avec Berlin.

de l'Allemagne avec les pays de l'Europe du Sud-Est était négatif cela ne pesait pas sur le Trésor Allemand et était très avantageux pour le Reich.

27. Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes (PA), Bonn, Wirtschaftspolitische Abteilung, Geheim, Handel mit Kriegsgerät. Berlin 10 février 1937.

28. Akten zur deutschen auswärtigen Politik (ADAP), C IV, doc. 14, p. 17, 18.

29. PA, Wirtschaftspolitische Abteilung, Geheim, Bulgarien, Bd 1., Berlin 21 mars 1938.

Comme l'écrivait E. Eisenlohr, ministre d'Allemagne résident à Athènes, à l'*Auswärtiges Amt*, le 12 décembre 1935: "le solde grec continuellement actif qui s'est formé à la suite des mouvements des marchandises a créé pour la Grèce la possibilité d'importer d'Allemagne les produits qu'il serait impossible d'acheter ailleurs compte tenu du manque de devises. C'est pourquoi il est normal que la Grèce puisse envisager l'achat de matériel militaire dont elle a besoin en Allemagne où une grande partie des livraisons pourrait être réglée grâce à ses propres exportations"<sup>30</sup>. Les négociations qui avaient commencé encore avant 1935 ont abouti à la signature de deux accords en 1936 et 1937 sur les livraisons de matériel militaire à la Grèce pour la somme de 60 millions de marks avec un délai de paiement de 6 ans. Les difficultés survenues plus tard dans le commerce d'échange ont fait que le crédit a été révoqué et jusqu'au 31 décembre 1937 ce crédit avait atteint la somme de 40 millions de marks<sup>31</sup>.

De même, la Yougoslavie, malgré les offres avantageuses de la part de Škoda de Tchécoslovaquie et d'une entreprise française, a décidé d'entamer des négociations avec le Reich sur les livraisons d'armes. Dans les années 1936 – 1938 la valeur du matériel militaire importé d'Allemagne représentait 13 millions de marks. Cet accord englobait 48 avions Dornier, des bateaux, le matériel d'écoute. D'autre part le consortium Krupp a obtenu l'autorisation de construire à Zenica une laminière dont le coût s'élevait à 160 millions de dinars, et qui devait produire pour l'industrie de l'armement. Cependant, la Yougoslavie, avant 1938 restait très réticente quant aux livraisons d'armes en provenance du Reich<sup>32</sup>.

Une transaction analogue à celle du consortium Krupp en Yougoslavie était l'accord entre la société Rimma (société minière roumaine qui contrôlait les ressources roumaines d'or, d'argent, de cuivre et de zinc) et l'entreprise Ferrostaal (entreprise allemande qui dépendait financièrement de Gutehoffnungshütte). Le crédit de la société Rimma devait être réglé en traites pendant plusieurs années. Ce crédit était exceptionnel quant au montant car il atteignait 25 millions de marks et concernait non seulement les livraisons des machines mais aussi la construction d'une usine et d'une centrale en échange de matières et de céréales qui étaient considérés par les autres puissances comme des

30. ADAP, C IV, doc. 459, p. 893.

31. PA, Geheim, Griechenland, Bd. 1, Berlin 2 février 1938.

32. Dans les années 1936-1938 la valeur des exportations du matériel militaire français et tchécoslovaque vers la Yougoslavie s'élevait à environ 100 millions de marks.

produits excédentaires sur les marchés mondiaux<sup>33</sup>. Cette politique renforçait l'influence de l'Allemagne en présentant ce pays comme ami et allié des pays moins développés et voulants acquérir une indépendance industrielle.

Compte tenu des crédits bloqués à Berlin, les gouvernements des pays de cette région consentaient à adapter leurs marchés à la structure défectueuse de l'économie allemande. Comme les Allemands ne pouvaient pas fournir de biens de consommation, de demi-produits ou de matières premières, la dette ne pouvait être réglée que par les achats faits par l'Etat, ce qui répondait aux intérêts de l'industrie lourde allemande. Plus l'Allemagne poursuivait son programme d'armement, plus la tension politique en Europe du Sud-Est montait. Les pays de cette région n'étaient pas favorisés dans le domaine des achats d'armements ni par la France, ni par l'Angleterre ni par les Tchèques. Dans une telle situation, les propositions allemandes devaient être considérées comme étant de plus en plus attirantes. Pour l'Allemagne, où la quantité d'armes dépassait de loin les réserves en devises, cette politique permettait d'acheter les matières premières en échange de matériel militaire et d'autre part rendait les pays de cette région militairement dépendants de l'Allemagne.

L'Anschluss de l'Autriche, et ensuite Munich ont apporté aux conceptions allemandes de création d'un grand espace d'énormes avantages et fait naître l'espoir de réaliser les objectifs voulus. Les relations commerciales d'un empire comptant 74 millions d'habitants avec les pays de l'Europe du Sud-Est sont devenues beaucoup plus importantes. Cependant, ces pays pouvaient-ils satisfaire et en quelle mesure les besoins alimentaires et en matières premières du Troisième Reich?

#### IV.

Dans le contexte de la stratégie militaire allemande et des réactions prévisibles des alliés qui pouvaient entreprendre des sanctions contre l'Allemagne, les produits alimentaires devenaient une marchandise stratégique de la plus haute importance. C'est d'ailleurs les importations des produits alimentaires dans les années trente qui ont provoqué les changements les plus importants dans la structure commerciale de l'Allemagne, et les échanges de produits alimentaires contre les produits industriels et les armes constituaient un facteur unissant les pays de l'Europe du Sud-Est en un espace d'échanges commerciaux. La part des importations des produits alimentaires provenant de

33. W. Grenzebach, *Germany's Informal Empire in East-Central Europe*, Stuttgart 1988, p. 173-189.

cette région dans la totalité des importations allemandes était de 5,31% en 1928, de 9,76% en 1932 pour atteindre 28,23% en 1939<sup>34</sup>.

Parmi les minéraux stratégiques de première importance, que ces pays pouvaient fournir dans des quantités suffisante à des fins stratégiques répondant aux besoins allemands il y avait: le chrome, la bauxite, le cuivre et le pétrole.

Dans les années 1935-1938 l'Allemagne recevait environ 30% de la production de chrome de la Grèce, de la Turquie et de la Yougoslavie. Ce n'est qu'après avoir signé les accords sur les armements avec la Turquie que la participation des exportations de chrome de la Turquie vers l'Allemagne est devenue plus importante et représentait 49,6% de la totalité des importations allemandes. La participation de la Yougoslavie (de même que de la Grèce) dans les exportations de chrome en Allemagne était tombée de 13,3 milles tonnes en 1938 à 5,6 milles tonnes en 1939. Il faut rappeler que les mines en Yougoslavie appartenaient au capital français et anglais. Par exemple la mine de zinc et de plomb à Trepča en Serbie du sud appartenait à la société anglaise Selection Trust Company, l'une des plus grandes sociétés minières du monde. La participation du capital anglais dans ces mines augmentait continuellement, allant de 316 milles livres sterling en 1937 à 525 milles livres au début de l'année 1940<sup>35</sup>.

Les Allemands tenaient à s'emparer de toute la production industrielle de la Yougoslavie afin de pouvoir en profiter sans restrictions. Malgré les intentions du prince-régent yougoslave qui voulait exploiter chaque occasion pour que les mines de Bor où l'on extrayait le zinc et le plomb soient gérées par l'Etat, la Yougoslavie devait s'efforcer à exporter les matières premières dans les pays de non-clearing, car ce n'est qu'ainsi qu'elle pouvait répondre à ces besoins d'approvisionnement.

Les Allemands, afin de changer cette situation qui leur était défavorable, ont de nouveau eu recours aux livraisons d'armes en tant que mode de paiement. Le 5 juillet 1939 a été signé un accord secret sur les livraisons d'armes et de matériel militaire allemand. Conformément au protocole le paiement du crédit était étendu sur 10 années et devait être achevé par un accord de clearing. L'Allemagne a exigé 50% du montant du crédit sous forme d'importants minéraux provenant des mines yougoslaves. L'accord ne mention-

34. Depuis 1936 on considérait comme produits alimentaires les "articles de l'économie alimentaire", c'est à dire aussi les fourrages, le bétail, le tabac. Dans: S. A. Milward, *op. cit.*, p. 408.

35. Ž. Avramovski, *Treći Rajh i Borski rudnik*, Bor 1975, p. 23.

nait pas explicitement de quels minéraux il s'agit, et les Allemands pouvaient choisir selon leurs besoins. En plus, les sociétés allemandes ont obtenu l'autorisation de faire des forages et d'exploiter le pétrole en Yougoslavie.

Les livraisons d'armes dans le cadre de l'accord secret n'étaient pas réalisées. Ce n'est qu'après la décision de Göring dans la dernière décade du mois d'août 1939 qu'ont été envoyés en Yougoslavie 5 avions-chasseurs du type Messerschmitt ME 109 et trois avions d'entraînement Me 108. En même temps Hitler avait annulé l'interdiction d'exportation du matériel militaire du 11 juillet 1939 et a permis de fournir à la Yougoslavie 120 chars. Ces actions des autorités allemandes démontrent le jeu politique sur lequel Berlin appuyait son comportement envers un pays important économiquement et stratégiquement lors de la phase d'expansion du "grand espace économique". La reprise des livraisons d'armes pour la Yougoslavie en août 1939 avait surtout un but politique. A la veille de la guerre les Allemands voulaient montrer leur bonne volonté mais aussi, et surtout, ils voulaient s'assurer des livraisons importantes de matières stratégiques.

En même temps la France a entrepris des démarches très énergiques pour bloquer les livraisons de cuivre yougoslave pour l'Allemagne. Une note officielle a été adressée au gouvernement de la Yougoslavie, note dans laquelle on soulignait que le cuivre provenant de la mine de Bor appartient à la France qui importera toute la production pour ses propres besoins. Seulement du début de 1940 jusqu'au mois de mai la France a reçu autant de cuivre que tout au long de l'année précédente. La situation était telle qu'en avril 1940 on a envoyé en France 3235 tonnes de ce produit alors qu'en Allemagne, pour laquelle on avait prévu des livraisons de 1500-2000 tonnes, on a envoyé seulement 465 tonnes. Cette fois-ci le gouvernement allemand ne pouvait pas y remédier<sup>36</sup>.

En plus, au début de 1940 les excédents des exportations yougoslaves pour l'Allemagne s'élevaient à 15 millions de marks. Belgrade a annoncé que les livraisons suivantes pour l'Allemagne seront arrêtées aussi longtemps que la balance ne sera pas équilibrée, et les livraisons d'armes allemandes précéderont de trois mois les livraisons en provenance de la Yougoslavie. Ainsi, l'accord du 5 décembre, appelé Landfried-Abkommen, n'a pas pu constituer un obstacle aux conflits avec la Yougoslavie. Ce n'est que l'accord du 12 mai 1940 qui devait garantir les livraisons des matières yougoslaves sur le marché allemand.

Il en était différemment avec la bauxite. L'un des producteurs les plus

36. S. Dmitrijević, *op. cit.*, p. 307.

connus de bauxite était la France. C'est pourquoi l'augmentation de l'extraction de bauxite en Hongrie et en Yougoslavie était destinée dans sa totalité au marché allemand et seulement de petites quantités de la production grecque étaient vendues ailleurs. Ces sources d'approvisionnement constituaient les 3/4 de tous les besoins de l'Allemagne.

Jusqu'en 1938 le rôle du pétrole roumain dans la totalité des importations allemandes était faible et les livraisons insuffisantes. En 1935 la Roumanie a accepté le paiement du pétrole d'après le système de clearing, mais pour garder la diversité de ses marchés de vente, elle a imposé la condition que ces importations ne dépassent pas 1/4 de la totalité des échanges. Les accords de septembre 1936 prévoyaient la possibilité de dépasser ces 25% mais seulement au cas où une quantité supplémentaire serait l'objet de négociations à part, et le pétrole serait payé avec des livraisons d'armes et de machines. Cette possibilité dépendait donc de la bonne volonté du gouvernement roumain. Les Allemands, en voulant acheter du pétrole devaient vendre à la Roumanie plus de produits, ce qui avec la dévaluation du mark n'était pas facile. Ainsi, à la fin de 1937 et au début de 1938 la position de l'Allemagne dans le domaine des importations du pétrole n'était pas favorable et les importations ont non seulement baissées par rapport aux années précédentes mais elle restaient à un niveau très bas. Toute possibilité de changer cette situation semblait irréaliste aussi longtemps que la France et l'Angleterre maintenaient leurs achats de pétrole en Roumanie. Les exportateurs roumains de leur côté faisaient tout leur possible pour maintenir ces achats. C'était le seul moyen de s'assurer des devises. L'annexion de l'Autriche a renforcé les possibilités du Reich mais non pas au point de mettre en cause la position solide de l'Angleterre et de la France<sup>37</sup>.

C'est pourquoi aussi bien le gouvernement roumain que les consortiums pétroliers avaient intérêt à ne vendre qu'une petite partie de la production pétrolière dans le système de clearing. La pression politique a fait que le moment favorable pour qu'un changement de cette situation intervienne n'est apparu que lors de l'agression allemande contre la Tchéco-Slovaquie, à la mi-mars 1939. Le gouvernement roumain a signé le 23 mars de la même année

37. La participation de l'Autriche dans les importations de pétrole de la Roumanie avant l'annexion était de 6,8%. En 1937 l'Allemagne importait de Roumanie 435000 tonnes de pétrole, ce qui représentait 9% des exportations roumaines et en 1938 704000 tonnes, c'est à dire 15%. La Grande Bretagne importait en 1937 17% de la production roumaine et en 1938 14%. De même, la France en 1937 importait de Roumanie 17% de pétrole, et en 1938 seulement 11%. Cf. P. Marguerat, *Le IIIe Reich et le pétrole roumain 1938-1940*, Genève 1977, p. 84.

“l'accord sur le développement des relations économiques entre la Roumanie et l'Allemagne”. Les Allemands ont obtenu d'importants privilèges économiques de la part des Roumains. Comme point culminant de la politique d'expansion commerciale de l'Allemagne envers la Roumanie il faut citer le protocole secret du 8 juillet 1939 qui prévoyait des livraisons de pétrole en échange de matériel militaire moderne allemand. Comme le prouve la liste du matériel militaire, les Allemands étaient prêts à fournir pour les forces de l'air des équipements jusque-là tenus en secret et cela en grandes quantités<sup>38</sup>. Il semblerait que ce fait soit quelque peu sous-estimé dans la littérature historique. Souvent nous rencontrons la thèse générale selon laquelle les pays des Balkans ont été dupés par les Allemands qui leurs avaient fourni un matériel militaire ancien de production autrichienne ou tchèque. Dans le cas de la Roumanie, Berlin ne pouvait pas se permettre le risque de proposer du matériel non-compétitif. Aussi bien l'accord signé avec la Roumanie que le protocole faisaient partie des accords commerciaux les plus importants négociés par le Troisième Reich en 1939.

En analysant les relations commerciales du Troisième Reich avec les pays de l'Europe du Sud-Est, nous devons constater que l'Allemagne hitlérienne tenait non seulement à élargir les échanges à l'échelle internationale, mais aussi à obtenir les meilleures conditions dans la réalisation de ce programme. Il faut citer le système d'endettement de grande envergure, l'utilisation du dumping, le fait de proposer des prix avantageux avec le maintien d'un taux élevé du mark et l'octroi de crédits pour l'achat d'armes. Toutes ces transactions étaient faites sur la base des accords d'échange avec le système de clearing. Comme succès du Troisième Reich nous devrions aussi considérer le fait que sans devises il est devenu le partenaire commercial le plus important des pays de l'Europe du Sud-Est. Cependant, le renforcement de la position de l'Allemagne n'est survenu qu'au moment où le conflit militaire était déjà inévitable. C'est à ce moment-là que l'Allemagne s'est assurée des livraisons illimitées de pétrole roumain et des matières stratégiques de la Yougoslavie.

#### *Cracovie*

38. PA. Ha-Pol. IV b, Handel mit Kriegsgerät, Bd. 1, 8 juillet 1939. Dans le protocole avait été mentionné pratiquement tout le matériel faisant objet des négociations. La valeur des livraisons était de 41,5 millions de marks et englobait : 32 Heinkel 111h, 200 Junkers Jumo, des licences, des outils, des semi-produits pour la production des moteurs Jumo 211. 30 Dorniers, 15 Fieseler Storch, 30 Heinkel 112 Ea. le matériel pour le service au sol, 30-50 Messerschmitt, 80 moteurs d'avion BMW.